



10 MILLIARDS DE RAISONS D'ÊTRE MASSIVEMENT EN GRÈVE LE 19 MARS !

Le gouvernement vient donc de raboter le budget 2024 de 10 milliards d'euros. Selon Bruno Le Maire, la baisse des prévisions de croissance économique pour 2024, oblige l'État à « se serrer la ceinture ». Les premières mesures annoncées montrent une fois de plus de quelle ceinture il s'agit : celle de l'éducation, du logement et de la transition environnementale en particulier. Plus globalement ce sont tous les budgets des ministères qui sont amputés et, pour la DGFIP, ce sont 108 millions de moins.

10 milliards de moins, c'est encore et toujours moins pour les fonctionnaires, les services publics et donc pour la majorité de la population. Sans oublier que cette austérité, dont le gouvernement n'ose dire le mot, sera accentuée avec 12 milliards de moins d'ores et déjà annoncés par le gouvernement pour la future loi de finances 2025.

UN TAUX CROISSANCE EN BAISSÉ... LA FAUTE À QUI ?

Cette coupe budgétaire de 10 milliards résulte d'un taux de croissance beaucoup plus faible qu'attendu par le ministre Bruno Le Maire : moins de 1% au lieu du 1,4 % espéré pour élaborer la loi de finances. A croire qu'il n'aurait pas perçu le problème de pouvoir d'achat rencontré dans ce pays et son impact négatif sur la consommation. Cela ne nous surprend guère pour un ministre de l'économie qui nous dit tous les 3 mois que l'inflation est derrière nous et que les prix à la consommation vont baisser. Mais cette coupe budgétaire est surtout faite pour répondre aux injonctions de l'évolution du déficit budgétaire et du taux d'endettement de la France à quelques jours de la prochaine évaluation de sa solvabilité par l'agence de notation S&P Global Ratings.

D'AUTRES CHOIX SONT POSSIBLES !

Sans surprise, le gouvernement continue sa politique à base de vieilles recettes libérales : s'attaquer aux dépenses publiques, en s'attaquant aux fonctionnaires et aux services publics. Mais un gouvernement qui ne veut surtout pas augmenter les recettes en particulier en taxant plus les patrimoines et les revenus des plus riches qui ont vu exploser en 2023 leurs profits. Et encore moins augmenter les salaires, les retraites et les minimas sociaux.

L'austérité qui vient nous donne 10 milliards de raisons supplémentaires d'être en grève le 19 mars, pour la journée de grève intersyndicale Fonction publique. Exigeons une juste et légitime revalorisation de notre rémunération basée sur une augmentation significative du point d'indice, la revalorisation de nos carrières et de notre régime indemnitaire.

LE 19 MARS...

